

DEBAT NATIONAL

Lundi 15 décembre 2003

Arrondissement de Nyons

Réunion à Nyons

Trois questions à l'ordre du jour :

- 1) Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?**
- 2) Vers quel type d'égalité l'école doit-elle tendre ?**
- 3) Comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?**

PARTICIPATION : Environ 100 personnes dont une trentaine d'enseignants, des parents d'élèves, une dizaine élus locaux (maires et 2 conseillers généraux), des représentants du monde économique et industriel : Cci, Chambre des métiers, des chefs d'entreprises, quelques représentants du monde associatif.

ANIMATEUR : Monsieur Alain BOSMANS, Journaliste, correspondant du Dauphiné Libéré.

Après une introduction de cadrage et de présentation, M. Le Sous-Préfet a ouvert les débats. Des personnalités (élus, enseignants, chefs d'entreprises...) se sont exprimées préalablement sur chaque question.

Des enseignants ont tenu d'emblée à formuler des critiques sur l'organisation du débat national indiquant que, selon eux, il n'est pas démocratique, seulement médiatique, et qu'il convenait de prendre en compte les remarques et propositions qu'ils avaient déjà faites pour le maintien de l'école publique.

- 1) Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?**

M. le Maire de Nyons indique que l'école est le pilier majeur de la fondation de la République en France, avec la laïcité comme gage de liberté. Il souligne l'importance de l'égalité des chances et du respect de la tolérance et de la fraternité.

M. le Conseiller Général de Nyons souligne l'intérêt de ce débat qui lui apparaît comme une démarche profondément démocratique et il s'interroge sur les aspects négatifs et positifs de l'école de la maternelle au lycée.

Elle n'est plus un sanctuaire mais n'est pas non plus responsable de tous les maux de la société. Elle a comme rôles la transmission des savoirs fondamentaux qui doit être réalisée par des spécialistes et l'apprentissage de la société pour un épanouissement de chaque élève dans le respect et le partage.

Pour lui l'école participe pleinement de la société et en subit donc toutes les difficultés sans que l'on puisse lui en faire grief. Elle joue parfois le rôle de réceptacle et de concentration des tensions et des inquiétudes actuelles de la société.

Elle a et doit continuer à avoir ce rôle fondamental de sociabilisation des enfants de la République par un apprentissage des valeurs mais aussi des règles de la République.

Le maire de Buis les Baronnies, par ailleurs professeur des écoles, souligne le rôle historique de l'école publique dans la construction de la République depuis Jules Ferry, et les succès de cette école dans une société fondamentalement différente de la société actuelle.

Pour lui l'école publique n'a pas été préparée aux bouleversements de la société et de la technologie, et l'on continue à vouloir demander à cette école les mêmes pratiques pour des conditions d'exercices et des finalités profondément différentes de celles du début du siècle.

Un parent d'élève soulève le problème de la reconnaissance de la valeur des enseignants et la disparité de la qualité de l'enseignement entre les établissements mais aussi les enseignants, sans que les parents ne puissent intervenir sur ce plan pourtant fondamental. Il y a en effet un risque d'enseignement à plusieurs vitesses qui contrevient au grand principe de l'égalité des chances des élèves.

Un maire parle du rôle d'ascenseur social qu'était l'école à une époque et de l'accélération de l'histoire, de la perte des repères et de la nécessaire adaptation des enseignants à de nombreuses et nouvelles disciplines (Internet, anglais) ou façons de faire (pédagogie différenciée) avec de moins en moins de moyens.

Les grands-parents ont aussi leur place dans ce débat comme en témoigne un participant qui se demande si l'école est un bien commun et s'il existe une assez grande coopération entre la société et les enseignants.

Une mère d'élève déplore l'apparition de la publicité dans les établissements.

Une enseignante est contre l'idée de décentralisation qui ne ferait qu'affaiblir l'école de la République (voir la participation des mairies dans le budget des écoles qui a aggravé les inégalités). Il lui est rappelé que rapprocher le pouvoir de décision des citoyens ne peut aboutir qu'à une amélioration du système, sauf à vouloir pour d'obscures raisons se perdre dans la masse d'une gigantesque structure qui ne perçoit pas les changements de sociétés ni les nouveaux besoins et les nouvelles aspirations d'une société en mouvement.

Cette enseignante est contre la polyvalence des enseignants et voudrait plus d'adultes pour moins de violence.

Un DDEN pense que la laïcité est au centre du débat et qu'il convient au regard des crispations actuelles que les règles du jeu en matière de signes extérieurs de religion soient véritablement posées.

2) Vers quel type d'égalité l'Ecole doit-elle tendre ?

Sur le second sujet, un DDEN met l'accent sur le consumérisme passéiste des enfants d'aujourd'hui et sur la difficulté d'allier éducation et instruction. Un socle de base est nécessaire.

Un parent d'élève FCPE signale que le privilège de la naissance, inégalité première, peut être rectifié par un savoir adapté à chaque élève dans un lieu de vie, sous la responsabilité d'adultes référents dans des classes hétérogènes à faible effectif. La motivation reste nécessaire.

La directrice de la mission locale indique que 70 % des jeunes dont elle s'occupe sortent sans aucune qualification professionnelle. Elle trouve qu'il faut prendre en compte toutes les formes d'intelligence.

Un consultant dit, qu'en fait, à l'école, c'est la promotion du meilleur. Il prône un climat coopératif comme le développe l'USEP et trouve positifs les itinéraires de découvertes dans lesquels plusieurs professeurs travaillent ensemble.

Une enseignante souligne qu'en fait, le problème c'est le chômage et la précarité.

Le président de la chambre des métiers constate qu'un illettré ne fera jamais un bon ouvrier, et que pour lui l'école publique ne remplit pas entièrement sa mission en ne donnant pas aux élèves les bases et le socle élémentaire à la sortie du primaire : savoir lire, écrire et compter. Il souligne que ce constat est aussi celui de l'éducation nationale qui reconnaît qu'à l'entrée en 6^{em}, 15% des élèves ne maîtrisent pas ces trois fondements de l'enseignement.

Un maire regrette que la préoccupation des parents dans les conseils de classe soit plus de l'ordre de « robinets qui fuient » que d'autre chose, ce à quoi une mère d'élève réplique qu'on interdit aux parents de parler de pédagogie.

Si les parents sont peu présents c'est qu'il faut du temps pour participer. Ils ont aussi parfois peur de prendre la parole mais il ne faut pas demander à l'école de tout faire en ce qui concerne l'orientation.

Une enseignante dit qu'il est normal pour les parents de ne pas parler pédagogie, que c'est aux professeurs de s'en occuper. Ce sont eux les professionnels. Un brouhaha dans la salle montre qu'une partie du public ne partage pas ce postulat et cette autosatisfaction du monde enseignant sur lui même et son appréciation portée sur son action pédagogique.

Un participant voudrait que tout élève qui passe en 6^{ème} sache lire.

Une enseignante de maternelle regrette que des enfants de 5 ans aient des emplois du temps d'adultes et s'endorment en classe.

Il ressort de ce thème que beaucoup d'intervenants s'interrogent sur la finalité et les méthodes employés par les enseignants, et sur l'interrogation de l'acquisition des matières de base :français, mathématique, à l'école primaire.

Le problème de la pédagogie a été soulevée aussitôt défendue par des enseignants rappelant que la pédagogie « c'est eux » et que cela ne peut se partager avec des acteurs extérieurs à l'école.

Cette position est selon le représentant de la FCPE peut être une explication à la faible participation des parents d'élèves à ce débat :l'image de l'école étant une chose appartenant aux enseignants que ceux ci ne veulent pas partager.

Le sentiment de « monde à part »,de possession de l'école par les enseignants a été semblé t il partagé par une partie de l'assistance.

3) Comment l'Ecole doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

Pour la troisième question, un directeur de lycée agricole, explique comment celui-ci prend en charge les élèves en difficulté, quelles passerelles il met en place et quelle relation étroite il entretient avec les professionnels. L'image négative de ces lycées a évolué positivement mais leur effectif diminue.

Le président de la chambre des métiers a expliqué qu'il existe 900 métiers d'artisans, qui gagnent bien leur vie, à qui il faut un minimum de connaissances pour ne pas être en difficulté et qu'il vaut mieux le BEPC pour tout le monde que le Bac au rabais pour 80 %, qu'il faut penser à tous ces métiers pour un vrai projet de vie, de bien-être.

Un chef d'entreprise relève que la diversité est une excellente chose à tous les niveaux,et pour les jeunes une richesse. Encore faut il que l'école valorise la diversité et les différences et ne les lamine pas au moule du « tous égaux » qui souvent s'apparente aux tous moyens.... ;

Pour lui « l'école c'est l'usine pour l'usine » ;c'est à dire que l'école fait des meilleurs élèves des enseignants qui reproduiront des meilleurs élèves pour faire des enseignants....sans que ces enseignants n'aient eu à un moment ou un autre de leur vie un contact réel avec la réalité du monde économique qui est ce qui permet à la société de se développer dans des conditions matérielles satisfaisantes. Pour lui il faut que les meilleurs éléments sortent de l'enseignement et contribuent à la richesse nationale.

En outre l'enseignement ne doit pas s'arrêter à la sortie de l'école :la formation est l'apprentissage c'est l'affaire d'une vie.

Ce qui peut être demandé à l'Education Nationale et aux enseignants c'est de donner envie aux jeunes d'apprendre :et c'est justement ce qui semble faire largement défaut dans le système de l'école publique actuellement.

Si l'école a évolue vers la société extérieure au petit monde de l'EN, il lui reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Un parent et grand-parent dit que la diversité commence déjà dans la famille, que l'ouverture et le dialogue sont très importants. Il faut une permanence de l'éducation, une véritable évolution de carrière, apprendre à tous les moments de la vie.

Un élu trouve que la règle d'or, c'est : apprendre les bases fondamentales « lire et écrire » et que le redoublement est important. Il faut avoir des relations avec les entreprises pour connaître le personnel dont elles ont besoin et acquérir à l'école les rudiments d'une profession.

Une enseignante indique qu'il faut aussi s'épanouir à l'école et que les entreprises demandent toujours des personnes « ayant de l'expérience ».

Le problème, est que l'école est toujours en retard, en décalage par rapport a la société.

Le débat se termine sur la question posée par un enseignant :

-Faut-il former des citoyens ou des ouvriers ?

A cette question la réponse apporté par les représentant de la CCI et de la chambre des métiers est claire : on est tous citoyen, mais pour pouvoir jouir et profiter de ses droits de citoyen il faut être économiquement intégré dans la société, notamment par son travail.

Or à ce jour il apparaît clairement que l'Education Nationale si elle produit des citoyens (ce dont certains participants doutent ,car si l'on enseigne les droits il conviendrait aussi d'enseigner les devoirs du citoyen...),ne « produit » pas des agents économiques adaptés au marché du travail d'ou la nécessité des formations parallèles et des la formation professionnelle continue qui prends une place de plus en plus importante, notamment pour combler les lacunes de l'enseignement initial.

Après trois heures de débats, les trois thèmes ayant été abordés, Monsieur BOSMANS remercie les participants au débat de ce soir et rappelle que le mardi 16 décembre se tient à Montélimar le second débat de l'arrondissement de Nyons sur les thèmes :

- 1) Quelles sont les valeurs de l'école Républicaine ?
- 2) Faut –il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte ?
- 3) Comment améliorer la reconnaissance de la voie professionnelle ?